

POUVOIR ADJUDICATEUR
(Organisme contractant)

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAL D'OISE

(Organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

ORGANISME

ADRESSE DU SIEGE :

Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise
13 boulevard de l'Oise
95000 CERGY

ADRESSE POSTALE :

Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise
TSA 66922
95018 CERGY-PONTOISE CEDEX

OBJET DU MARCHE

**MARCHE DE PRESTATIONS DE TRANSPORTS LEGERES ET DE COURSES
DESTINEES A LA CAF DU VAL D'OISE**

MAPA n° 189/95/2025 – Marché public de services sociaux et spécifiques

Code CPV :

60000000-8 Services de transport (à l'exclusion du transport des déchets)

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

26 NOVEMBRE 2025 A 11H00 TERME DE RIGUEUR

Aucune transmission de plis par voie papier n'est autorisée pour cette consultation. La Caf du Val d'Oise impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES.....	5
ARTICLE 2 : OBJET	5
ARTICLE 3 : CADRE REGLEMENTAIRE, PROCEDURE ET FORME DU MARCHE	5
3.1 – REGLEMENT APPLICABLE.....	5
3.2 – PROCEDURE.....	6
3.3 – ALLOTISSEMENT	6
ARTICLE 4 : PIECES CONTRACTUELLES	6
4.1 PIECES PARTICULIERES	6
4.2 PIECES GENERALES.....	6
ARTICLE 5 : VARIANTE.....	7
ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE	7
ARTICLE 7 : MODIFICATIONS AU CONTRAT (ARTICLE R2194-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)..	7
ARTICLE 8 : PRIX.....	7
8.1 – DISPOSITIONS GENERALES.....	7
8.2 – REVISION DE PRIX.....	8
8.3 – CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	9
ARTICLE 9 : MODALITES DE REGLEMENT	9
9.1 – PRESENTATIONS DES DEMANDES DE REGLEMENT	9
9.2 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	10
9.3 – MODALITES DE PAIEMENT	10
9.4 – AVANCE.....	10
9.5- CESSION ET NANTISSEMENT	10
9.6 - SOUS-TRAITANCE	11
9.7 - COTRAITANCE	11
ARTICLE 10 : LIEUX ET MODALITES D'EXECUTION.....	11
10.1 GENERALITES.....	11
10.2 EXPRESSION PRECISE DU BESOIN.....	12
10.3 DATES ET HEURES D'INTERVENTION.....	12
ARTICLE 11 : CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE.....	12
11.1 OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	12
11.2 CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	12
ARTICLE 12 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	12
ARTICLE 13 : CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....	13
ARTICLE 14 : OBLIGATION DU TITULAIRE	13
14.1 - ASSURANCES	13
15.2 – DOCUMENTS A PRODUIRE AU STADE DE L'EXECUTION DU MARCHE	14

14.3 - LA COMMUNICATION BILAN BGES ET LE PLAN DE TRANSITION ASSOCIE :	14
14.4 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELS	14
ARTICLE 15 : PENALITES	16
ARTICLE 16 : VERIFICATION – RECEPTION DES PRESTATIONS	16
ARTICLE 17 : RESILIATION	17
ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES.....	17
18.1 – REGLEMENT A L’AMIABLE	17
18.2 – RECOURS A UN COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT A L’AMIABLE.....	17
18.3 – JURIDICTION COMPETENTE.....	17
ARTICLE 19 : DESIGNATION DES PRESTATIONS	17
19.1 LIAISON CIRCULAIRE QUOTIDIENNE	17
19.2 LIAISONS PONCTUELLES	18
19.3 COORDONNEES ACTUELLES DES SITES	18
ARTICLE 20 : DESIGNATION DES RESPONSABLES	19
ARTICLE 21 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	19
21.1 GENERALITES.....	19
21.2 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE –POCHETTES DE TRANSPORT	19
21.3 OBLIGATION DE RESULTAT	20
21.4 MODIFICATION DE LIAISON CIRCULAIRE	20
ARTICLE 22 : DOSSIER DE CONSULTATION.....	20
22.1 MOYEN D’ACCES AU DOSSIER DE CONSULTATION	20
22.2 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	21
ARTICLE 23 : MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	21
ARTICLE 24 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	21
ARTICLE 25 : NEGOCIATION ET REGULARISATION DES OFFRES.....	21
25.1 – NEGOCIATION	21
25.2 – REGULARISATION	21
25.3 - CONDITIONS RELATIVES AU REJET DES OFFRES	22
ARTICLE 26 : PRESENTATION DES PLIS	22
26.1 – PIECES DE LA CANDIDATURE	22
26.2 – PIECES DE L’OFFRE	23
ARTICLE 27 : ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	23
27.1 – EXAMEN DES CANDIDATURES.....	24
27.2 – CRITERES D’APPRECIATION DES OFFRES.....	24
27.3 – METHODE D’ANALYSE POUR LA NOTATION DES OFFRES.....	24
ARTICLE 28 : MODALITES DE DEPOT DES PLIS SUR LA PLATEFORME.....	25
28.2 – DEPOT SOUS FORME DEMATERIALISEE	26
28.3 - SIGNATURE ELECTRONIQUE.....	26

28.5 PRESENTATION DES OFFRES	27
28.6 COPIE DE SAUVEGARDE	27
28. 7 – DEPOT DES PLIS SOUS FORME PAPIER	28
ARTICLE 29 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	28
ANNEXE 1 : DÉSIGNATION D'UN INTERLOCUTEUR UNIQUE	29

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise (Caf) désignée dans le présent cahier des charges par l'expression "**la Caf du Val d'Oise ou l'acheteur**".

Siège social :

Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise
13 boulevard de l'Oise
95000 CERGY

Adresse postale :

Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise
TSA 66922
95018 CERGY PONTOISE CEDEX

Il s'agit d'un organisme de droit privé soumis aux dispositions du Code de la commande publique, de l'article L124-4 du Code de la Sécurité Sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés publics passés par les Organismes de Sécurité Sociale.

Le représentant du pouvoir adjudicateur du marché est Madame la Directrice Générale de la Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise.

Le Comptable assignataire est Monsieur le Directeur comptable et financier de la Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise.

- D'autre part, l'entreprise titulaire du marché désignée par l'expression "**le titulaire**".

ARTICLE 2 : OBJET

Le présent marché a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations de transports légers et de courses ponctuelles d'objets divers.

Ces dernières prendront la forme de liaisons circulaires ayant comme point de départ le siège social situé à Cergy et comme destinations les différents sites du conseil départemental dont les coordonnées figurent à l'article 19.3 du présent CCP.

Le marché implique en permanence **une obligation de résultat**.

Etant précisé que la Caf se réserve la faculté d'utiliser sa flotte automobile pour effectuer des liaisons à sa convenance.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le présent Cahier des clauses particulières.

Le marché s'exécutera sous la forme de bons de commande pour les liaisons ponctuelles.

ARTICLE 3 : CADRE REGLEMENTAIRE, PROCEDURE ET FORME DU MARCHE

3.1 – Règlement applicable

Le présent marché s'inscrit dans le cadre réglementaire suivant :

- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale (publié au JO le 27 juillet 2018) ;
- Le code de la commande publique (CCP) issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, entré en vigueur le 1^{er} avril 2019 ;
- Le Code de la Sécurité Sociale (et notamment l'article L124-4) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations intellectuelles (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- La réglementation spécifique au domaine dans lequel s'exercent les prestations objet du présent marché.

3.2 – Procédure

Conformément aux articles R2123-1-1, du Code de la commande publique la présente consultation est effectuée en procédure adaptée.

Il s'agit d'un marché de services.

3.3 – Allotissement

Conformément à l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allotir le marché en raison des difficultés d'exécution engendrées par un allotissement.

ARTICLE 4 : PIÈCES CONTRACTUELLES

4.1 Pièces particulières

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du présent marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'Attri1 valant acte d'engagement ;
- Le bordereau de prix unitaire ainsi que la décomposition des prix globale et forfaitaire ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cadre du mémoire justificatif du titulaire ;
- Le cas échéant les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicable aux prestations de fournitures courantes et services, objet du marché ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG).

4.2 Pièces générales

Outre les pièces particulières précitées, le titulaire est tenu de respecter la réglementation applicable, il se soumet aux règles professionnelles et déontologiques applicables aux prestations du présent marché mentionnées ci-après et à toute nouvelle norme qui viendrait les compléter ou les modifier et notamment les textes suivants :

- Le Code de la commande publique ;
- Le Code du travail ;
- La loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (RGPD) ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de de fournitures courantes et services, (CCAG-FCS) ;
- La réglementation spécifique au domaine dans lequel s'exercent les prestations objet du présent marché

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le Titulaire (exemples : conditions générales de vente du Titulaire, tarifs, documentation), et contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du présent marché, est réputée non écrite et de facto inopposable à la Caf du Val-d'Oise.

Par dérogation à l'article 1er du CCAG FCS, le présent CCP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

ARTICLE 5 : VARIANTE

Sans objet

ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une période d'un an à compter de sa date d'effet, il est reconductible annuellement trois (3) fois sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans. La reconduction se fera conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique. Si la reconduction est décidée le titulaire du marché ne pourra la refuser.

En cas de non-reconduction, celle-ci devra être notifiée par écrit au titulaire au plus tard trois (3) mois avant la fin de la durée de validité du marché. Cette décision de non-reconduction n'ouvrira aucun droit à indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS AU CONTRAT (Article R2194-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

La Caf du Val d'Oise se réserve le droit de modifier un ou plusieurs des articles issus du présent contrat en cours d'exécution. Cette modification ne peut avoir ni pour objet ni pour effet de se substituer audit contrat, ni de bouleverser son économie, ni d'excéder la limite financière de 10 % maximum du montant global dudit contrat conformément à l'article R2194-8 du CCP.

Le titulaire pourrait se substituer par un nouveau titulaire sans avoir utilisé d'établir un avenant, **dans le cadre d'une Restructuration** (transmission, fusion, acquisition, absorption), à condition que cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché public, et que l'opérateur économique proposé dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire initial.

A cet effet, il fournit tous les documents administratifs nécessaires à la prise en compte des modifications.

En cas de non-production de ces documents, les factures établies ne seront pas présentées au paiement.

ARTICLE 8 : PRIX

8.1 – Dispositions générales

Le titulaire s'engage sur les prix en euros hors taxes, inscrits dans la DPGF et le BPU.

Les prestations, objet du présent marché public, sont traitées à prix mixtes :

- Les prix forfaitaires (DPGF) sont globaux, annuels et resteront fermes pendant la première année d'exécution ;
- Les prix unitaires (BPU) resteront fermes pendant la première année d'exécution.

Ces prix pourront être ensuite révisés au terme de la première année d'exécution si une reconduction du marché a lieu.

Les prix comprennent toutes les charges (y compris sa rémunération) fiscales et parafiscales, et s'entendent pour une réalisation conforme aux prescriptions de la consultation, de sorte qu'aucune plus-value ne puisse s'y ajouter. En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, erreurs, omissions ou contradictions du cahier des charges n°189/95/2025 pour justifier une demande de supplément de prix.

Les anomalies, survenant en cours d'exécution du marché et n'entrant pas dans le cadre d'événements considérés comme cas de force majeure, seront réputées être comprises dans l'économie du marché. Les aléas, qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations sans bouleverser l'économie du marché, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

8.2 – Révision de prix

8.2.1 Dispositions générales

La révision de prix est à la charge du titulaire.

Les prix du marché sont réputés avoir été établis sur la base des conditions économiques du mois où se situe la date limite fixée pour la remise des offres. **Ce mois d'établissement des prix est appelé " Mois Zéro ", noté mois M_0 .**

En cas de renouvellement du marché ou si le titulaire envisage une révision, ces prix pourront être, à la date anniversaire du marché, revus à la hausse ou à la baisse, sur la base de la formule de révision suivante :

$$P = P_0 [0,15 + (0,60 \times (ICTH - H / ICTH - H_0) + 0,25 \times (IPC / IPC_0))$$

Formule dans laquelle :

P=Nouveau prix de règlement des prestations

P_0 =Prix initial

- ICTH-H Indice mensuel 001565190 - Salaires, revenus et charges sociales, Coût de la main d'œuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICTHrev-TS) - Indices mensuels - Transports et entreposage **dernier indice connu à la date anniversaire.**

- ICTH-H0 Indice mensuel 001565190 - Salaires, revenus et charges sociales Coût de la main d'œuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICTHrev-TS) - Indices mensuels - Transports et entreposage **indice correspondant au mois de la remise des offres, à savoir novembre 2025**

- IPCIndice mensuel 044258874 - Prix moyens à la consommation en métropole - Gazole (Prix du litre) **dernier indice connu à la date anniversaire.**

- IPC0Indice mensuel 044258874 - Prix moyens à la consommation en métropole - Gazole (Prix du litre) applicable pour le mois zéro **indice correspondant au mois de la remise des offres, à savoir novembre 2025**

Le titulaire du marché dispose d'un mois à partir de la publication des indices pour présenter sa révision de prix au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire devra transmettre son calcul (indiquer les indices retenus, la valeur et le mois) ainsi que la grille tarifaire révisée à la Caf du Val d'Oise à l'adresse suivante : marches@caf95.caf.fr.

L'organisme informera le titulaire de l'acceptation ou non de la révision dans un délai d'un mois suivant la réception de la proposition tarifaire. Le silence de la Caf dans le délai imparti vaudra acceptation.

En cas d'acceptation par la Caf, les nouveaux tarifs prendront effet à compter de la date anniversaire du marché.

Les nouveaux prix obtenus, suite à l'application de la formule paramétrique, seront fermes jusqu'à la date anniversaire suivante du présent marché.

Si le prestataire ne propose pas de révision de prix, il sera alors appliqué les tarifs de la précédente période.

Les prix applicables à une commande sont ceux en vigueur au moment de la notification du bon de commande.

NB1 : Les prix des prestations commandées hors bordereau ne feront l'objet d'aucune révision.

8.2.2 - Gestion des arrondis

Lors de la mise en œuvre de la révision des prix, telle que décrite ci-dessus, il est à préciser que les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec trois décimales (arrondi au millième supérieur) après la virgule.

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales après la virgule.

8.2.3 – Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE afin d'assurer la concordance des indices sera utilisée (indice de raccordement), sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision sera remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté de manière commune entre la Caf et le titulaire. Ce remplacement d'indice sera acté par voie d'avenant.

8.3 – Clause de sauvegarde

Toutefois, au cas où l'application de ces dispositions conduirait à une augmentation annuelle de prix supérieure à 3 %, l'Organisme contractant se réserve la possibilité de résilier unilatéralement le marché moyennant un préavis d'un (1) mois.

ARTICLE 9 : MODALITES DE REGLEMENT

9.1 – Présentations des demandes de règlement

Après exécution des prestations, le titulaire établira la facture. Chaque facture sera transmise par le titulaire accompagnée du récapitulatif détaillé en reprenant l'intitulé des postes, de la décomposition globale et forfaitaire ou du bordereau de prix unitaires.

Les factures, afférentes au paiement, porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Date d'émission de la facture ;
- Désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers, le cas échéant ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET de l'émetteur de la facture ;
- Numéro de marché et numéro de l'ordre de service concerné ;
- Numéro de l'engagement rappelé sur l'ordre de service ;
- Date de fin d'exécution des prestations ;
- Quantité et dénomination précise des prestations réalisées ;
- En cas de sous-traitance il sera également fait mention des factures des sous-traitants.

L'absence de numéro d'engagement sur la facture entraînera son rejet immédiat.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire adresse sa facture électronique sur le portail mutualisé de l'État :

Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour déposer vos factures sur Chorus Pro, vous devrez vous munir des informations suivantes :

- **Le numéro de SIRET**, qui identifiera La Caf du Val d'Oise en tant que destinataire de la facture : **381 002 534 00125**
- **Le numéro d'engagement obligatoire** correspondant au numéro de commande, au numéro d'ordre de service ou le mois concerné.
- **Coordonnées bancaires** : Les coordonnées bancaires du titulaire sont explicitement mentionnées dans l'acte d'engagement. En cas de modification des coordonnées bancaires du titulaire, son nouveau RIB devra être transmis accompagné d'un courrier signé par une personne ayant le pouvoir d'engager l'entreprise. Si un RIB différent de celui fourni au moment de l'offre est transmis avec une facture sans ce courrier, il n'en sera pas tenu compte.

9.2 – Délai global de paiement

Le délai maximum de paiement est celui fixé à 30 jours calendaires conformément aux dispositions de l'article L 2192-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018. Ce délai court à compter de la date de réception du projet de décompte par le maître de l'ouvrage ou de son représentant.

Le dépassement de ce délai global de paiement ouvre de plein droit et sans formalité pour le titulaire, au bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux sera celui du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Au titre de ces intérêts moratoires, et en plus des intérêts calculés ci-dessus, l'opérateur économique concerné a droit à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros. Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Conformément aux dispositions des articles R. 2192-27 à R. 2192-30 du Code de la commande publique, si la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, l'acheteur se réserve la possibilité d'interrompre une fois le délai de paiement. Cette interruption fera alors l'objet d'une notification au créancier par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précisera les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

9.3 – Modalités de paiement

La Caf du Val d'Oise se libérera des sommes dues en phase d'exécution du contrat en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le Titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet.

L'unité monétaire de paiement est l'euro.

9.4 – Avance

Sans objet

9.5- Cession et nantissement

Sans objet

9.6 - Sous-traitance

Il est précisé qu'aucun sous-traitant ne peut commencer à intervenir au sein des sites objets du présent marché, sans que l'acheteur n'ait accepté et agréé ses conditions de paiement.

Tout document émanant du sous-traitant doit être transmis par le Titulaire du contrat avec sa validation. Seul le représentant du Titulaire du contrat a qualité pour présenter les observations, réserves, demandes du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant, le Titulaire devra présenter une déclaration de sous-traitance (de type formulaire **DC4**, disponible sur le site : www.economie.gouv.fr) accompagnée des documents suivants :

- **Attestation de régularité fiscale datée de l'année en cours ;**
- **Attestation de régularité sociale de moins de 6 mois ;**
- **Une attestation d'assurance, en adéquation avec les prestations à réaliser ;**
- **Un Kbis de moins de 3 mois.**

- Pour toute opération d'un montant au moins égal à 5 000 euros HT, le sous-traitant transmet également la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail employés par sa société (précisant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail). Si le sous-traitant n'emploie pas de salariés étrangers, il convient de le préciser par écrit.

En cas de manquement par le titulaire à son obligation de déclaration de ses sous-traitants, il sera débiteur de l'obligation de verser à la Caf une indemnité forfaitaire égale à 10 000 euros par sous-traitant non déclaré ou non accepté, ainsi qu'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur de se conformer à ses obligations contractuelles.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions des articles L2193-5 à 6 du Code de la commande

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution par le sous-traitant de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de la Caf.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

9.7 - Cotraitance

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Les soumissionnaires peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidat individuel, soit en qualité de membre d'un ou de plusieurs groupements.

Un même opérateur ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. Les opérateurs économiques peuvent se présenter sous la forme de groupement conjoint.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10 : LIEUX ET MODALITES D'EXECUTION

10.1 Généralités

Les prestations concernées par le présent marché consistent à effectuer des transports légers et des courses ponctuelles au départ du siège social situé à Cergy vers les sites du conseil départemental dont les adresses sont énumérées à l'article 19.3 du présent CCP.

10.2 Expression précise du besoin

Les besoins du pouvoir adjudicateur seront ceux décrits précisément dans le présent CCP. En phase de prise d'effet du présent marché, les conditions de communication seront obligatoirement traitées entre l'interlocuteur dédié du Titulaire et le Caf du Val-d'Oise.

10.3 Dates et heures d'intervention

Les interventions auront lieu du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés.

Service minimum

En cas d'annonce de grève, le prestataire doit informer aussi rapidement que possible, et avant le début de la grève, sur les mesures prises par lui à ses frais et risques pour assurer le respect de ses obligations contractuelles.

La grève n'exonère pas le titulaire de ses obligations contractuelles, il lui appartient de trouver des solutions palliatives pour se conformer à la bonne exécution du marché.

Tout manquement fera l'objet d'une mise en demeure et pourra constituer un cas de résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 11 : CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

11.1 Obligations environnementales

De sorte à engager le Titulaire dans une démarche visant à la réduction de son impact sur l'environnement, il est attendu que le Titulaire :

- Intègre dans ses rapports des recommandations liées au développement durable (aspects sociaux, sociétaux et environnementaux) dès que ces éléments sont opportuns
- Privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence)
- Prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillés
- Met en place une politique numérique écoresponsable (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés)

11.2 Clause d'insertion sociale

La Caf du Val d'Oise étant engagée dans une politique d'insertion des personnes par le travail demande aux soumissionnaires de présenter leurs actions en faveur de l'emploi des personnes handicapées et/ou des personnes en recherche.

ARTICLE 12 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Pour les mesures d'ordre social, il est fait application de la réglementation en vigueur.

Les obligations qui s'imposent au titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses sous-traitants ou cotraitants, sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en France.

En cours d'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande de la Caf, qu'il respecte les dispositions du Droit du travail.

En cas de sous-traitance ou de cotraitance, le titulaire avertit ses sous-traitants ou cotraitants éventuels que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et ledit titulaire reste responsable de ses cotraitants et/ou sous-traitants.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, en fournissant, sur simple demande de la Caf, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées. Cette preuve se fera par tout moyen significatif, devra être dotée d'une force probante et être facilement vérifiable.

En signant l'acte d'engagement, le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur le site du respect des obligations et règles en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par la Caf.

ARTICLE 13 : CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, à son relevé d'identité bancaire, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur. Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, le nouveau Titulaire doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché. En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à la Caf par le Titulaire.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 14 : OBLIGATION DU TITULAIRE

14.1 - Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-FCS 2021.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

15.2 – Documents à produire au stade de l'exécution du marché

Le titulaire devra informer le pouvoir adjudicateur de toute modification ou évolution des normes ou réglementations relatives aux prestations définies dans le présent CCP durant toute la durée du marché.

Ces pièces, bien que non jointes, sont réputées parfaitement connues du titulaire qui en accepte l'intégralité des dispositions à l'exclusion des clauses contractuelles y dérogeant.

Le cocontractant s'engage à fournir **spontanément** tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5, D 8222-7 et D8254-2 du code du travail les documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la Caf, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

Conformément à l'article D. 8222-8 du Code du travail, ces documents et attestations sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française. En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

14.3 - La communication bilan BGES et le plan de transition associé :

Le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre. Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

14.4 – Protection des données à caractères personnels

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG-FCS 2021, les obligations en matière de la protection des données personnelles sont les suivantes :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le titulaire du marché et la Caf du Val d'Oise s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016).

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque encouru pour les Données personnelles des personnes concernées.

Ces mesures de sécurité tiendront compte des préconisations détaillées à l'article 32 du RGPD et des bonnes pratiques relatives à la sécurité des systèmes d'information diffusées par l'ANSSI.

A cet effet, le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) en lien avec l'objet du présent marché pour une durée de conservation qui ne peut être supérieure à la durée du marché public.

- Traiter les données dans le strict respect des instructions documentées de la Caf du Val d'Oise et informer cette dernière s'il considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union Européenne ou du droit des Etats membres relative à la protection des données.

- Garantir la confidentialité des données personnelles traitées dans le cadre du présent marché. Cette obligation de confidentialité s'applique également à l'ensemble du personnel du titulaire qui serait autorisé à traiter les Données personnelles en vertu du présent marché.

- Informier préalablement la Caf du Val d'Oise s'il envisage de sous-traiter le traitement de données personnelles. La Caf du Val d'Oise dispose alors d'un délai maximum de vingt-et-un (21) jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties de mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. En outre, le titulaire demeure pleinement responsable envers la Caf du Val d'Oise des obligations découlant du présent marché, y compris pour les opérations qu'il sous-traite.

- Aider la Caf du Val d'Oise, dans la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

- Notifier à la Caf du Val d'Oise dans le respect des articles 33 & 34 du RGPD toute violation de données personnelles dans les meilleurs délais, en informant l'interlocuteur habituel du marché ainsi que le délégué à la protection des données (DPO) de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) à l'adresse protection-dp.cnaf@cnaf.fr avec copie au relais informatique et libertés (RIL) de la Caf du Val d'Oise à l'adresse ssi-ril@caf95.caf.fr.

- Mettre à la disposition de la Caf du Val d'Oise la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations. A ce titre, il accepte également que la Caf du Val d'Oise (ou un tiers qu'elle aura mandaté à cet effet) organise des audits de ses systèmes, y compris des inspections et des tests d'intrusion en vue de vérifier la sécurité de son système d'information.

- Supprimer l'ensemble des données personnelles que le titulaire pourrait avoir traité à l'issue du contrat et / ou à les donner à la Caf du Val d'Oise si celle-ci les demande.

- Le titulaire du marché devra également communiquer à son interlocuteur habituel et au DPO de la Caf du Val d'Oise le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un en application de l'article 37 du RGPD.

En cas de violation des obligations susmentionnées, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire comme il est prévu à l'article 17 du présent CCP.

La responsabilité du titulaire peut également être engagée sur le fondement du Chapitre VI du Code Pénal.

ARTICLE 15 : PENALITES

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer, sans mise en demeure préalable, au titulaire les pénalités suivantes, par dérogation au CCAG-FCS :

Manquement	Article visé	Condition de mise en œuvre	Pénalité (en euros HT)
Non transmission du DC4	9.6	A compter du constat du manquement par l'Organisme	1000 € HT/jour de retard
Non-respect des modalités d'exécutions des prestations	21	A compter du constat du manquement par l'Organisme	100€ HT/par manquement

Les pénalités sont cumulables entre elles.

Les pénalités seront dues par compensation sur la facturation. En cas d'application de pénalités, celles-ci devront clairement apparaître sur la facture.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCG-FCS le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1 000 €.

ARTICLE 16 : VERIFICATION – RECEPTION DES PRESTATIONS

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications selon articles 28 à 29 CCAG-FCS

- En cas de mauvaise exécution ou exécution partielle de la prestation attendue, le pouvoir adjudicateur pourra, après les opérations de vérification citées à l'alinéa précédent, inviter le titulaire à présenter à nouveau les prestations mises au point dans un délai de 15 jours.
- Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision.
- En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de 7 jours.
- Ainsi les prestations pourront être réalisées par une autre entreprise, aux frais et risques du titulaire.
- Une réfaction de 40€ HT est appliquée selon l'article 29.3 du CCAG-FCS.
- Cette réfaction se fera sur la facture concernée par la prestation ne satisfaisant pas entièrement aux prescriptions du marché.
- Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état ; il en prononce le rejet partiel ou total ; cette décision doit être motivée et mise à disposition du titulaire pour y présenter ses observations, elle est notifiée au titulaire.
- Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la notification de décision de rejet pour enlever les prestations rejetées.

ARTICLE 17 : RESILIATION

La Caf du Val d'Oise pourra procéder à la résiliation du marché, aux torts exclusifs du Titulaire, sans qu'il puisse prétendre à indemnités, en cas de non-respect des obligations contractuelles mises à la charge de ce dernier pour l'exécution du marché.

En outre, le marché pourra également être résilié par la Caf du Val d'Oise, dans les conditions fixées aux articles 36 et suivants du CCAG-FCS du 30 Mars 2021.

La résiliation prendra effet après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans suite après un délai de 15 jours. La décision de résiliation sera motivée et le titulaire a un droit de réponse.

La Caf du Val d'Oise se réserve le droit de faire exécuter les prestations par une autre société et de faire supporter le coût qui en résulterait à l'entreprise défaillante en cas de résiliation aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES

18.1 – Règlement à l'amiable

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- Soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque, émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- Soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours ;
- Soit l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article dans l'alinéa précédent.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire de réclamation dans les hypothèses et les conditions sont prévues par les articles 43.2 et 43.3 du CCAG-FCS.

18.2 – Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite à l'article 18.1 du présent CCP, les parties privilégient un recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, dans les conditions prévues dans le CCAG-FCS.

18.3 – Juridiction compétente

Dans l'hypothèse où le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable ne pourrait donner lieu au règlement du litige, ce dernier peut être porté devant la juridiction compétente : le Tribunal Judiciaire Cergy-Pontoise - 3, rue Victor Hugo - BP 50220 - 95302 CERGY-PONTOISE CEDEX

ARTICLE 19 : DESIGNATION DES PRESTATIONS

19.1 Liaison circulaire quotidienne

Le Titulaire devra assurer une liaison circulaire quotidienne, du lundi au vendredi, au départ du siège social de Cergy à destination des principaux sites du conseil départemental (article 20.3 du présent) et retour au siège social de Cergy au plus tard à 13h00.

La prestation consiste à effectuer le transport de plis, de valises, de matériels, de colis de faible encombrement qui lui seront confiés et qu'il aura collecté le matin entre 8h30 et 9h00 au départ du siège social situé 13 boulevard de l'Oise 95000 Cergy, pour aller ensuite vers les sites du conseil départemental du Val-d'Oise.

Actuellement, les sites objets de la liaison circulaire quotidienne sont au nombre de trois (3) et leurs coordonnées exactes sont mentionnées à l'article 19.3.

La liaison circulaire journalière devra respecter un ordre de passage précis comme indiqué dans l'annexe 1 de l'ATTRI1. Le point de retour est identique au point de départ à savoir le siège social de Cergy.

Afin de faciliter l'accès aux locaux (siège de Cergy) un badge sera remis au coursier lui donnant accès aux locaux ainsi qu'au parking où une place de stationnement lui sera réservée.

19.2 Liaisons ponctuelles

Pour les liaisons ponctuelles, à la demande de la Caf du Val-d'Oise, qu'il s'agisse de départs depuis ses différents sites vers toute destination en Île-de-France ou en province, ou d'une liaison circulaire entre ses trois implantations, les prestations seront activées sur simple appel téléphonique ou par courriel.

Après chaque formulation de besoin par la Caf, le Titulaire devra dans la journée, à compter de sa réception du besoin, proposer un devis détaillé au service gestionnaire, qui en cas d'accord, lui transmettra un ordre de service dûment complété et signé

Elles devront être planifiées à J ou J+1 et confirmées ensuite par bon de commande établi par le Service Immobilier ou le Service Informatique. Le devis devra être transmis dans la journée avant 14h ou le lendemain matin au plus tard si la demande est faite après 14h.

La Caf du Val-d'Oise précisera l'heure et le lieu du dépôt sur le bon de commande. Le prestataire devra adresser un bon de livraison justifiant la prestation demandée.

Dans tous les cas, le Titulaire devra accuser réception de la commande, par courriel.

Chaque bon de commande indiquera les éléments suivants :

- la référence du marché ;
- la nature de la prestation ;
- les horaires et délais de livraison ;
- le contact sur le lieu de livraison ;
- la date ;
- les adresses du lieu d'exécution de la prestation (lieux de départ et d'arrivée) ;
- la nature des objets collectés (type, valeur, poids, volume, type d'accès pour le retrait et la livraison) ;
- le prix T.T.C. de la prestation en vigueur au jour de la commande ;
- le lieu d'envoi des factures.

Le kilométrage est référencé par rapport aux données du site <http://www.michelin.fr>, sous la rubrique « itinéraire conseillé ».

19.3 Coordonnées actuelles des sites

Coordonnée actuelle du site principal (de départ et de retour) :

☐ **Siège social** – 13 boulevard de l'Oise - 95000 CERGY

Coordonnées actuelles des principaux sites à desservir :

- ❑ **La DDASS à Cergy** – 2 avenue de la Palette – 95000 **Cergy Pontoise**.
- ❑ **La MDPH à Cergy** – 2 avenue du Parc – 95000 **Cergy Pontoise**.

ARTICLE 20 : DESIGNATION DES RESPONSABLES

Pour la gestion et le contrôle des prestations à la charge du Titulaire, la personne responsable du marché désignera les représentants qui seront les interlocuteurs du titulaire.

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché doit obligatoirement être notifié à l'acheteur dans les plus brefs délais par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS, le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la continuité de l'exécution des prestations et doit proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes dans les 8 jours calendaires).

Le remplacement proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur si celui-ci ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la proposition de remplacement.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander le remplacement du correspondant si celui-ci s'avère défaillant dans la bonne exécution du suivi, le titulaire disposant alors d'un délai de 30 jours calendaire pour proposer un remplaçant.

La décision de récusation ou de remplacement prise par l'acheteur est motivée et notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'en attester la bonne réception.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG FCS.

ARTICLE 21 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

21.1 Généralités

Les paquets, boîtes colis, plis et autres éléments à transporter seront remis au représentant du Titulaire, dûment fermés. Ils porteront les noms et adresse du destinataire.

Le Titulaire retenu s'engage quant aux agissements de ses préposés détachés à l'exécution du présent marché. Il reste responsable de tout accident ou incident qui surviendrait du fait de son intervention (article 1242 alinéa 5 du Code civil).

21.2 Obligation de confidentialité –pochettes de transport

L'offre du Titulaire inclura la fourniture des pochettes nécessaires au transport (une [1] pochette par site). Pour des raisons de confidentialité, les pochettes seront identifiées et devront pouvoir se fermer.

Le Titulaire devra respecter une obligation de confidentialité quant à la teneur et au contenu des plis véhiculés.

Le Titulaire s'assurera du bon état des pochettes de transport et en assurera à sa charge, le remplacement en cas de besoin.

21.3 Obligation de résultat

Le Titulaire du marché est tenu par une obligation générale de résultat. Il porte notamment sur la transmission d'informations au service immobilier (exemple : le motif d'un éventuel retard).

Ce retard ne doit aucunement nuire au bon fonctionnement des services et des différents sites de la Caf du Val-d'Oise, sous peine de se voir appliquer des pénalités pour retard constaté et non justifié.

Tout retard de plus de dix (10) minutes, répété plus de deux fois dans le même mois sera sanctionné (Article 15 du CCP).

21.4 Modification de liaison circulaire

Les sites devront être desservis dans l'ordre prédéfini comme indiqué dans l'annexe 1 de l'ATTRI1.

En cas de contraintes imprévues, le Titulaire s'engage à mettre à disposition tous les moyens nécessaires pour pallier aux aléas humains (exemple : absence non prévue du chauffeur) ou matériels (exemples : panne de véhicule, accident) dans un délai de 2h00 à compter de la constatation.

Il devra respecter une obligation de prévenance et signaler l'incident auprès du responsable du service immobilier dans les plus brefs délais.

ARTICLE 22 : DOSSIER DE CONSULTATION

22.1 Moyen d'accès au dossier de consultation

Pour télécharger les documents de la consultation, il est recommandé aux opérateurs économiques de s'inscrire dans les conditions prévues par la plateforme de dématérialisation.

Afin qu'ils puissent être destinataires des modifications et précisions éventuellement apportées aux documents de la consultation, les opérateurs économiques doivent impérativement être inscrit dans les conditions prévues par la plateforme de dématérialisation.

En référence aux articles R.2132-7 et R.2132-13, l'opérateur économique procédant à une demande de transmission du dossier de consultation par voie électronique est réputé avoir accepté l'utilisation d'un procédé électronique pour l'accomplissement des échanges nécessaires à la procédure objet du présent règlement de la consultation.

L'acheteur attire donc l'attention des opérateurs économiques sur le soin particulier qu'ils doivent consentir, lors du retrait du dossier de consultation par voie dématérialisée, à leur identification sur le profil d'acheteur www.marches-publics.gouv.fr.

En particulier, le renseignement d'une adresse électronique opérante est nécessaire au déroulement de la procédure. Le caractère opérant de l'adresse électronique est constitué des 3 conditions cumulatives suivantes :

- l'adresse électronique est correctement saisie dans le formulaire dédié du profil d'acheteur.
- la consultation de la boîte de réception afférente à l'adresse électronique est effectuée par une ou plusieurs personnes physiques diligentes faisant partie de l'organisation de l'opérateur économique dédiée au traitement de la procédure de marché public ;
- la boîte de réception afférente à l'adresse électronique est quotidiennement consultée.

Seule fait foi l'adresse électronique libellée dans le registre de retrait des dossiers de consultation généré par le profil d'acheteur (émanant de la saisie informatique de l'opérateur économique dans le formulaire dédié du profil d'acheteur). Cette adresse électronique conditionne l'effectivité des échanges intervenant entre l'acheteur et l'opérateur économique.

En l'absence de la saisie d'une adresse électronique opérante, l'opérateur économique ne pourra se prévaloir à l'encontre de l'acheteur d'un défaut d'information ou d'un défaut de formalité requise et des conséquences en résultant.

22.2 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- L'acte d'engagement (ATTRI1) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- La décomposition des prix forfaitaire et globale (DPGF) ;
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;
- Note méthodologique .

ARTICLE 23 : MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La Caf se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 24 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 25 : NEGOCIATION ET REGULARISATION DES OFFRES

25.1 – Négociation

La Caf se réserve le droit d'organiser une négociation avec les soumissionnaires les mieux-disant conformément aux articles R2123-4 à 6 du Code de la commande publique. Toutefois, elle n'écartera pas la possibilité d'attribuer le contrat sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre tels que le prix, la quantité, la qualité, le délai ou encore les éléments d'exécution des prestations.

Les soumissionnaires seront avertis des modalités correspondantes à cette négociation dans leur invitation à négocier.

Dans les cas où le soumissionnaire ne répond pas ou répond hors délai, ce sera son offre initiale qui sera retenue pendant la négociation.

L'analyse des offres négociées se fera par application des critères de jugement des offres exposés précédemment et permettant de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

25.2 – Régularisation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'examiner les offres avant les candidatures et le cas échéant le droit de contacter les entreprises soumissionnaires afin de leur demander de régulariser leurs pièces

administratives. Les modalités de ces régularisations seront précisées aux candidats dans l'invitation à régulariser.

25.3 - Conditions relatives au rejet des offres

Les offres suivantes seront rejetées :

- **les offres anormalement basses**, après demande d'explication du pouvoir adjudicateur, conformément aux articles L2152-6 et R.2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique,
- **les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables** au sens des articles L2152-1 à L2152-4 du même code ;
- **les offres des candidats n'ayant pas répondu à une demande de précision** ne permettant pas au pouvoir adjudicateur de procéder à leur analyse.

Toutefois, la Caf se réserve la possibilité de régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié. Les offres demeurées irrégulières après une demande de régularisation seront définitivement rejetées

ARTICLE 26 : PRESENTATION DES PLIS

Les candidats devront produire un dossier complet, rédigé en langue française et les prix exprimés en euro.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces énumérées aux articles 26.1 et 26.2, datées et signées.

26.1 – Pièces de la candidature

- **Imprimé DC1** (formulaire à jour au 01/04/2019) : La lettre de candidature précisant les éventuels cotraitants ou contenu identique sur papier libre. Le candidat devra indiquer une adresse mail valide sur laquelle pourront éventuellement être envoyés les échanges électroniques.
- **Imprimé DC2** (formulaire à jour au 01/04/2019) : la déclaration du candidat comprenant les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat :

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Dans le cas où l'entreprise ne fournirait pas les formulaires DC 1 et DC 2, le candidat doit fournir une déclaration sur l'honneur certifiant n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à 5 et L. 2141-7 à 11 du code de la commande publique, être en règle au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

-**Concernant la capacité économique et financière** : Une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel global du candidat et, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du présent marché, sur les trois derniers exercices disponibles, en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent.

- **Concernant la capacité technique et professionnelle** : Une présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années (références professionnelles), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Ces livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- **Si le candidat est en redressement judiciaire**, il devra fournir la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité ou devra prouver par tout moyen qu'il bénéficie d'un plan de redressement
- **Déclaration indiquant les effectifs moyens** et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ; ainsi que la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entreprise et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D.8254-2, D.8254-3, D.8254-4, D.8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- **Attestations assurances** en cours de validité : une attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle signée, mentionnant :
 - . la période de validité
 - . la nature des activités garanties
 - . le nom de la compagnie et le n° de contrat
- **Pouvoir** : Si le présent marché n'est pas signé par le représentant légal, le signataire doit obligatoirement produire un pouvoir daté et signé en original par le représentant légal l'autorisant à signer tous les documents relatifs au présent contrat ;
- **Les attestations fiscales et sociales** de moins de 6 mois ;
- **Le numéro unique d'identification** (SIREN de l'entreprise) : permettant à la Caf d'accéder aux informations pertinentes ainsi que les données qui lui sont nécessaires ;
- Un **relevé d'identité bancaire** (RIB) ;

NB : En cas de groupement d'entreprises, chacun des membres du groupement devra remettre un dossier de candidature complet.

26.2 – Pièces de l'offre

- Le candidat devra obligatoirement joindre à sa candidature les pièces suivantes :
 - L'Attri 1 d'engagement (A.E) ;
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;
 - Annexe 1 au présent CCP relative à l'interlocuteur unique ;
 - Le cadre de mémoire technique qui doit être repris par le candidat qui comportera les caractéristiques détaillées de leur offre.

Son absence, la non-complétude, le renvoi à des paragraphes à un mémoire technique en annexe sera considéré comme non rempli et l'offre du candidat ne sera pas analysée

ARTICLE 27 : ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La Caf du Val d'Oise se réserve le droit d'examiner les offres avant les candidatures ou d'examiner les candidatures avant les offres.

Il sera effectué conformément à la notation attribuée dans les conditions précisées ci-après, permettant de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse par rapport aux critères de choix suivants :

27.1 – Examen des candidatures

Les candidatures seront appréciées sur les capacités professionnelles, techniques et financières fournies par le soumissionnaire.

27.2 – Critères d'appréciation des offres

1. Critère du prix	60 points
1.1 Prix forfaitaires	40 points
1.2 Prix unitaires	20 points
2. Valeur technique se décomposant de la manière suivante	30 points
2.1 Modalité de mise en œuvre des prestations	10 points
2.2 Moyens humains et techniques dédiés à ce marché	10 points
2.3 Continuité du service	10 points
3. Critère environnemental et social	10 points
3.1. Développement durable	05 points
3.2. Performance sociale	05 points
Total	100 points

27.3 – Méthode d'analyse pour la notation des offres

27.3.1 Prix (60 points)

Le prix sera jugé selon **les deux sous-critères** développés ci-après.

NB : Si les prix comportent des erreurs matérielles (erreurs de multiplications, d'additions, de reports éventuels de prix, non-respect de la règle d'arrondi, erreurs dans le calcul de la TVA, etc.), les corrections sont apportées par le pouvoir adjudicateur dès l'analyse des offres. En cas d'erreur dans le calcul de la TVA, les prix HT prévalent et la TVA est rectifiée

▪ Prix forfaitaires – 40 points

Le prix sera jugé selon la DPGF complété par le soumissionnaire.

Le prix du candidat sera l'addition de chacune des prestations indiquées dans la DPGF visée ci-dessus en euros hors taxes.

Une note de 40 points sera attribuée au candidat ayant l'offre la moins élevée. Les autres candidats auront une note inversement proportionnelle au prix selon la règle de trois :

$\text{Note} = 40 \times (\text{Prix Moins Disant} / \text{Prix candidat})$

Dans laquelle :

- Prix Moins Disant : est le prix proposé par le candidat moins disant
- Prix candidat : est le prix du candidat dont l'offre est notée
-

▪ Prix unitaires – 20 points

Le prix sera jugé sur la base de l'estimation figurant dans le détail quantitatif et estimatif (DQE document non contractuel).

Une note de 20 points sera attribuée au candidat ayant l'offre la moins élevée. Les autres candidats auront une note inversement proportionnelle au prix selon la règle de trois :

$\text{Note} = 20 \times (\text{Prix Moins Disant} / \text{Prix candidat})$

Dans laquelle :

- Prix Moins Disant : est le prix proposé par le candidat moins disant
- Prix candidat : est le prix du candidat dont l'offre est notée

27.3.2– La valeur technique (30 points)

Critère 1 : Modalité de mise en œuvre des prestations - 10 points

- le soumissionnaire devra présenter dans le cadre de Mémoire technique, les moyens de communication, l'organisation proposée, la prise en charge et la sécurisation du transport des documents, et la gestion des problèmes rencontrés ;

Critère 2 : Moyens humains et techniques dédiés à ce marché - 10 points

- ce critère sera apprécié en fonction de l'annexe l'« Interlocuteur dédié », des règles mises en place en matière de respect de la confidentialité, de la fourniture des CV de ses chauffeurs, des véhicules, des systèmes de géolocalisation, des pochettes utilisés ;

Critère 3 : Continuité du service - 10 points

-Ce critère sera apprécié en fonction du détail des procédures mises en œuvre pour pallier les aléas humains (exemple : grève, maladies) et techniques (exemples : panne de matériel, panne du transporteur) .

27.3.4 Développement durable (5) et performances sociales (5)

Ce critère est apprécié en fonction des informations apportées par le soumissionnaire quant aux engagements qu'il prendra en faveur du développement durable et de la performance sociale qu'il mettra en œuvre **pour l'exécution de ce marché** (elles peuvent être apportées par tout moyen : actions en faveur de l'insertion professionnelle, de la formation, véhicule à faible émission de CO₂, sensibilisation des salariés à l'éco conduite, recyclage des déchets, les mesures prises pour limiter l'impact carbone de son activité dans ses déplacements ...) dans le CMT.

Seules les actions en faveur de l'exécution du marché seront notées.

Ces démarches sont notées de la manière suivante pour chaque sous-critère :

Actions	Points
Inexistantes (0 action)	0
Modérées (1 à 2 actions)	1-2
Elevées (3 à 4 actions)	3-4
Très élevées (5 actions ou plus)	5

ARTICLE 28 : MODALITES DE DEPOT DES PLIS SUR LA PLATEFORME

Les candidats devront obligatoirement remettre leur pli par voie dématérialisée avant le :

26 NOVEMBRE 2025 à 11h00 TERME de RIGUEUR

Les offres reçues après la date limite, ou qui ne respecteraient pas les modalités de dépôts, ne seront pas ouvertes et analysées.

Il est rappelé aux candidats que **seule la date de réception des plis est retenue**. Par conséquent, la Caf du Val d'Oise ne saurait être tenue pour responsable d'un problème informatique quel qu'il soit.

Pour information, les télécopies ne sont pas admises.

Enfin, dès la consultation du dossier et avant la remise de son offre, le candidat prendra soin de signaler, sur www.marches-publics.gouv.fr, à la Caf du Val d'Oise, toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue. En aucun cas, le candidat ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions pour justifier une demande de supplément.

28.2 – Dépôt sous forme dématérialisée

Conformément aux articles R2132-1 à R2132-14 du Code de la commande publique, le présent marché fait l'objet d'une procédure dématérialisée.

En conséquence, les plis doivent obligatoirement être reçus sous forme dématérialisée à l'adresse : www.marches-publics.gouv.fr.

Les offres envoyées par le biais d'autres canaux seront considérées comme irrégulières.

La transmission électronique se fait par l'envoi d'un seul dossier comprenant l'intégralité des documents exigés. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur.

Le mode de transmission électronique sécurisé choisi par le candidat doit permettre à la Caf d'ouvrir les pièces sans le concours de celui-ci, c'est-à-dire sans une intervention personnelle du candidat.

Les soumissionnaires devront disposer d'un compte pour soumissionner. Ils sont invités à ne pas utiliser de « macros Excel », de fichiers « Exe » ou « html » afin d'empêcher la diffusion de virus informatique.

Tous les fichiers envoyés doivent être traités préalablement à l'anti-virus, à la charge du candidat. En cas de détection d'un programme informatique malveillant, l'offre ne peut être acceptée qu'en cas de transmission d'une copie de sauvegarde dans les conditions définies au présent document.

28.3 - Signature électronique

La signature électronique est autorisée pour la présente consultation.

Pour signer électroniquement son offre, la personne habilitée à engager le soumissionnaire, doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer sa réponse et se reporter aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Afin d'anticiper une éventuelle attribution, il est fortement conseillé aux entreprises, de se doter de la signature électronique.

Dossier ZIP et signature scannée

Rappels généraux :

- Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres.

- Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip.
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

28.5 Présentation des offres

L'offre doit être déposée sur la page de réponse de la plate-forme, spécifique à une consultation dans l'espace qui lui est réservé.

Les documents seront fournis dans l'un des formats suivants :

- Format Word;
- Format Excel;
- Format Acrobat (.pdf).

Les fichiers seront nommés par leur objet. Par exemple l'acte d'engagement sera nommé 'acte d'engagement' ou 'ATTRI1'.

En cas de groupement d'entreprise, chacun des membres du groupement devra remettre un dossier de candidature complet.

28.6 Copie de Sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier soit sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB). Cette copie de sauvegarde comprendra, quel que soit le support, les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre.

Cette copie de sauvegarde devra être transmise sous pli scellé et comporter la mention suivante :

« Copie de sauvegarde. Nom du candidat. MAPA n° 189/95/2025.

Ce pli sera adressé en recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé aux adresses ci-dessous :

Pour la remise en main propre :
Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise
Service immobilier
13 boulevard de l'Oise

95000 CERGY
Pour un envoi par courrier :
Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise
TSA 66922
95018 CERGY-PONTOISE CEDEX

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- 1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par la Caf du Val d'Oise.

28. 7 – Dépôt des plis sous forme papier

Aucune transmission par voie papier n'est autorisée sous peine de rejet du pli.

ARTICLE 29 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur : www.marches-publics.gouv.fr.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres

ANNEXE 1 : DÉSIGNATION D'UN INTERLOCUTEUR UNIQUE

La Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise souhaite avoir un seul interlocuteur pour faciliter l'exécution du présent marché.

1 – Nom et qualité de la personne désignée :

.....
.....
.....

Coordonnées de la personne désignée :

Téléphone :

Mobile :

Mail :

2 – Nom et qualité du suppléant en cas d'absence :

.....
.....
.....

Coordonnées du suppléant :

Téléphone :

Mobile :

Mail :